

Un siècle de système politique ukrainien : l'expérience de construction d'un État en Europe orientale aux XX^e et XXI^e siècles

(Traduit du russe par Éric Aunoble)

Mikhaïl MINAKOV

Senior Fellow

[Webpage](#)

The Wilson Center: Institut Kennan (USA)

Éric AUNOBLE

Chargé de cours

Université de Genève

eric.aunoble@unige.ch

Doi : 10.5077/journals/connexe.2022.e1029

Résumé

Avec l'aimable autorisation de la revue, nous présentons ci-après la traduction légèrement abrégée d'un article de Mikhaïl Minakov paru dans *Neprikosnovennyj Zapas* en mars 2020 (n° 129, pp. 161–179).

Il nous semble important de faire connaître ce texte au lectorat francophone dans le contexte de l'invasion russe déclenchée le 24 février 2022. À l'époque, la défaite rapide de l'armée ukrainienne et l'effondrement de l'État ukrainien paraissaient l'hypothèse la plus probable non seulement pour le Kremlin, mais aussi pour de nombreux commentateurs. Pour expliquer l'étonnante résistance de l'Ukraine face à l'agression, on a souligné le rôle de la mobilisation civique, dans la lignée des recherches sociologiques menées depuis 2014 sur les « volontaires » du Maïdan puis dans la guerre qui s'en est suivie dans le Donbass.

L'article de Mikhaïl Minakov s'intéresse quant à lui à l'État lui-même et prend plus de recul en envisageant un siècle d'histoire et pas seulement les huit dernières années. Il montre ainsi la continuité paradoxale dans la construction d'un système politique solide en Ukraine.

Mots-clés : Ukraine, État, construction étatique, histoire

Abstract

With the kind permission of the Journal, we present below a slightly abbreviated translation of Mikhail Minakov's article that appeared in *Neprikosnovennyi Zapas* in March 2020 (n°129, pp. 161–179).

It seems important to us to make this text known to the French-speaking readership in the context of the Russian invasion that started on 24 February 2022. At the time, the rapid collapse of the Ukrainian army and of the Ukrainian state seemed the most likely hypothesis not only for the Kremlin but also for many commentators. To explain Ukraine's surprising resistance to aggression, the role of civic mobilisation was emphasised, in line with sociological research conducted since 2014 on the "volunteers" in Maidan and in the Donbass.

Mikhail Minakov's article, on the other hand, focuses on the state itself and takes a step back by considering a century of history rather than the last eight years alone. It shows the paradoxical continuity in the construction of a solid political system in Ukraine.

Keywords: Ukraine, State, State-building, History

Introduction

L'émergence de l'État est l'un des phénomènes les plus intéressants dans l'histoire de l'humanité. Et si la naissance des États les plus anciens se cache dans un passé immémorial, elle a d'emblée fait l'objet de la réflexion des philosophes. Aristote définit la politique comme une « communauté constituée en vue d'un certain bien » (Aristote 1989, 21). La construction d'une communauté suppose que des gens se reconnaissent entre eux comme légitimes pour délibérer et définir le bien commun (Minakov 2018b, 44). Ceux dont la définition l'emporte exercent un contrôle sur les centres de pouvoir et déterminent la vie de la population sous leur contrôle. Par conséquent, la domination institutionnelle et l'hégémonie discursive vont de pair¹. Ces échanges, cette communication politique se déroulent selon des règles (un cadre institutionnel) et dans le cadre d'organisations stables (les institutions) chargées de l'exécution, de la révision et de la mise à jour du cadre institutionnel (North, Wallis and Weingast 2009, 150 ; Beck 2001, 166). On observe toutefois la coexistence de règles formelles, inscrites dans les lois, et de règles informelles, mises en place de manière opaque et sans sanction officielle (Helmke and Levitsky 2004, 725 ; Hale 2014, 213 sv.). En tout cas, les institutions, combinées de façon stable dans un cadre institutionnel, forment le *système politique*.

L'État moderne se distingue par le monopole de l'usage de la violence (interne et externe), la mise à disposition de services publics, et pour les financer, l'extraction des ressources nécessaires à son fonctionnement (Tilly 1992, 12 ; Ghani and Lockhart 2008, 3). Le cadre institutionnel formel et les institutions chargées de leur exécution sont avant tout axés sur l'exécution de ces fonctions. Le cadre institutionnel informel peut alors soit renforcer l'État et garantir sa pérennité, soit saper son autorité et miner le monopole du gouvernement, ouvrant la voie à un large éventail de blocages du système politique, allant de la corruption jusqu'à l'effondrement d'un État failli (Helmke and Levitsky 2004, 727 sv.).

L'État ukrainien est un bon exemple des multiples défis rencontrés par les États nationaux, apparus tardivement, dans la deuxième moitié du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle. La mise en place d'un cadre institutionnel et d'institutions procède d'une communauté politique qui vient de s'affirmer. Subissant une forte pression extérieure, le système politique est aussi mis en tension par la concomitance des procédures formelles et informelles. L'histoire du système politique ukrainien met aussi en lumière les origines modernes des États d'Europe orientale, en dehors des représentations ethno-étatiques. L'objet de cet article est de couvrir ce siècle d'histoire, des tentatives de fonder un système politique en 1917–1919, aux développements soviétiques puis postsoviétiques.

1. La Première république (1917–1923) : naissance du système politique ukrainien

Au début de 1917, l'État impérial russe avait épuisé son potentiel politique. La corruption et l'inefficacité du système, la guerre mondiale, l'épuisement des ressources humaines et économiques, le grand nombre d'hommes sous les armes et la faiblesse de leur encadrement, le renforcement des organisations politiques antisystème : tous ces facteurs avaient conduit à la banqueroute totale de l'État impérial (Зубов и др. 2016, 476 sv. ; Baron and Gatrell 2003, 53 sv.). Après le renversement du tsar, une multitude de « gouvernements » et de « projets du gouvernement » alternatifs sont apparus, revendiquant un contrôle sur l'ensemble de l'Empire ou sur une partie de son territoire et de sa population. À ce moment-là, l'imagination politique créatrice et la stratégie de construction étatique des révolutionnaires et des différents autres groupes politiques a suivi deux modèles :

Le premier modèle est lié aux événements de la révolution de Février. En février–mars 1917, grâce à un coup d'État* dans la capitale de l'Empire et à l'abdication du monarque, la Russie a commencé à se constituer en république**. La construction d'un nouvel État est généralement associée à la faillite complète de l'État prédécesseur et à la nécessité d'une restructuration rapide du système politique. Dans cette phase de naissance d'une république, les élites russes ont tenté de répondre aux problèmes de la guerre et au défi lancé par les mouvements socialistes et les mouvements de libération nationale, tout en garantissant l'unité politique et territoriale de l'ancien Empire. Les élites de Petrograd ont ainsi essayé de créer une république fondée sur une Assemblée constituante. Cette république devait incarner un centre de pouvoir unique, tout en reconnaissant les autonomies nationales des périphéries. Ce faisant, le Gouvernement provisoire était pris en étau entre les dangers du moment et les activités de différentes forces politiques. En fin de compte, les bolcheviks ont miné le projet de la République russe « une et indivisible » avec la révolution d'Octobre 1917, tandis que les nationalistes ont, au contraire, suivi le modèle républicain « de Février » dans leurs projets nationaux.

Par conséquent, la révolution de Février a conduit à la création en 1917–1922 d'une série d'États stables : les républiques nationales de Finlande, d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne. Le même modèle national-républicain a été défendu par certains groupes d'hommes politiques, d'intellectuels et de militaires en Ukraine, en Moldavie, au Caucase et en Asie centrale. Toutefois, ces projets ont sombré face à l'État créé par la révolution d'Octobre.

Le deuxième modèle d'État – le modèle d'Octobre, ou modèle soviétique – a été rendu possible par l'action des radicaux de gauche, à savoir, les bolcheviks et les Socialistes-Révolutionnaires (S-R) de gauche qui ont pris le pouvoir à Petrograd en octobre 1917. Après leur échec aux élections de l'Assemblée Constituante, tenues le 12 novembre 1917, les bolcheviks ont mis

* « Perevorot » : changement brutal de pouvoir. En russe, le terme peut aussi bien décrire les manifestations et soulèvements spontanés de Février 1917 que l'insurrection bolchevique d'Octobre (NdT).

** Bien que la Russie ait été officiellement déclarée République le 1^e septembre 1917, elle fonctionnait comme une république depuis mars 1917 (NdT).

un terme au « modèle de Février ». Les bolcheviks n'avaient en effet obtenu que 24% des voix (ou 180 mandats de 767), alors que les Socialistes-Révolutionnaires (SR, de droite) en avaient reçu plus de 40% (Протасов 1997, 117). Les bolcheviks ont donc dissous l'Assemblée Constituante le 6 janvier 1918, mettant ainsi fin au modèle de Février de construction étatique en Russie, au profit d'un État socialiste des ouvriers et des paysans. En plus du mode de gestion socialiste de l'économie nationale, les bolcheviks ont proposé un modèle mixte de « république soviétique », qui devait agir dans l'intérêt de la classe ouvrière tout en tenant compte des particularités nationales (Martin 2001, 33 sv.). Ainsi, sous l'influence de ce modèle, les Républiques socialistes soviétiques de Biélorussie et d'Ukraine ont vu le jour.

En 1917-1923, les territoires qui forment l'Ukraine d'aujourd'hui ont connu ce que l'on peut appeler la « Première république »². C'est durant cette période que la population de cette région et une partie des élites se sont approprié l'idée qu'une grande partie de l'ancien Empire, au sud-ouest, c'était l'Ukraine, c'est-à-dire une communauté distincte ayant le droit à son propre gouvernement. L'imagination politique des acteurs de l'époque en Ukraine a intégré l'idée que les communautés à majorité ukrainienne pouvaient prétendre à la souveraineté (Szporluk 1997, 87). En conséquence, l'aire d'effectivité des « universals », les décrets de la Rada Centrale de Kiev et de la République populaire d'Ukraine (UNR) furent des jalons importants de la formation de ce projet politique³.

Cependant, l'UNR n'était qu'un des nombreux projets politiques qui existaient à l'époque sur le territoire de l'Ukraine. Sur ces terres, plusieurs projets politiques se sont affrontés : républicain et monarchiste ukrainiens, impérial (républicain ou monarchiste), socialiste, anarchiste, sans compter les projets de différents seigneurs de la guerre, les *atamans*.

Et pourtant, l'UNR, incarnant le projet national-républicain, a été le projet le plus significatif de cette période. À Kiev, du 6 au 8 avril 1917, sur la vague d'un enthousiasme républicain soulevé par la révolution de Février, un congrès national ukrainien avait élu la Rada centrale comme organe représentatif des organisations politiques et de la société civile. Ainsi, aux côtés des partis caucasiens, finlandais et polonais, le groupe des nationaux-démocrates ukrainiens avait acquis une certaine légitimité politique dans la lutte pour l'autonomie nationale au sein de la République russe (Солдатенко 1999, 145). Dans le même temps, on trouvait au sein de la Rada centrale aussi bien des partis luttant pour la construction du socialisme ukrainien que d'autres privilégiant l'indépendance nationale ukrainienne.

En 1917, les dirigeants politiques de la Rada ont lutté pour que sa légitimité soit reconnue par le Gouvernement provisoire. Pour ce faire, la Rada a mené un travail dans les populations rurales, parmi les soldats⁴ et dans les communautés ethniques qui vivaient dans les provinces ukrainiennes. La Rada a également créé une sorte de pouvoir exécutif – le Secrétariat Général.

Le 8 novembre, au lendemain de leur insurrection victorieuse à Petrograd, les bolcheviks ont tenté de prendre le pouvoir à Kiev. Grâce aux troupes fidèles au Gouvernement provisoire,

la Rada centrale a réussi à empêcher cette tentative. Poussant son avantage politique et militaire, la Rada a publié son 3^e Universal qui proclamait l'UNR, autonome au sein de la République russe. En outre, le 12 novembre 1917, la Rada a organisé les élections de l'Assemblée constituante. Dans les provinces ukrainiennes, plus de 70% des votes ont été en faveur aux S-R ukrainiens (Протасов 1997, 223–234).

Face à la Rada centrale apparaissaient de nouveaux groupes prétendant au pouvoir. Le 22 décembre, des troupes subordonnées au Conseil des commissaires du peuple de Petrograd prennent le contrôle militaire de Kharkiv. Le 25 décembre, les membres des organisations ukrainiennes du Parti bolchevique et des socialistes-révolutionnaires tiennent le Premier congrès des soviets d'Ukraine. Ce congrès fonde l'histoire de la République soviétique d'Ukraine. Et dès le 30 décembre 1917, un gouvernement de l'Ukraine soviétique (le Comité Exécutif Central), dirigé par Juhim Medvedev, a été créé. En mars 1918, la République socialiste soviétique d'Ukraine est proclamée.

En même temps que le projet « d'Octobre », celui « de Février » continuait à se développer : fin 1917 et début 1918, le nombre de soldats et d'intellectuels qui soutenaient l'idée de l'indépendance de l'Ukraine augmentait. Le 22 janvier 1918, la Rada centrale publie le Quatrième Universal, proclamant l'indépendance nationale et déclarant la guerre au gouvernement bolchevique (Солдатенко 1999, 29 ; Velychenko 2011, 11–12). Le 9 février 1918 à Brest-Litovsk, l'indépendance et les frontières de l'UNR (telles que définies par le 3^e Universal) sont reconnues par les puissances centrales (Allemagne, Autriche-Hongrie, Empire ottoman et Bulgarie). Cette reconnaissance politique est accompagnée de la mise en place d'un véritable protectorat de l'Allemagne sur l'UNR : les troupes allemandes entrent sur le territoire de l'Ukraine.

À l'hiver 1918, l'élan républicain constructif cède le pas à la logique des opérations militaires sur l'ensemble du territoire de l'ancien Empire. À partir de ce moment, la construction de l'État a plus à voir avec la guerre qu'avec des considérations civiles, politiques et juridiques. La violence militaire s'est substituée à la légitimité politique⁵.

Néanmoins, les tentatives de fondation de différentes entités étatiques sur les terres de l'Ukraine continuent pendant la guerre. Ainsi est né le projet politique monarchique de « l'Hetmanat » de Pavlo Skoropadsky. Dans Kiev occupé par les troupes allemandes, le 29 avril 1918, le congrès des paysans d'Ukraine vote la défiance envers la Rada centrale et remet le pouvoir à l'« hetman » Skoropadsky. Dans la nuit du 30 avril, les troupes de la Rada sont désarmées. Le projet de Skoropadsky porte le nom officiel d'« État ukrainien » [*Ukraiïns'ka Deržava*] et dure un peu plus longtemps que l'occupation allemande en Ukraine, c'est à dire jusqu'au 12 décembre 1918 (Lieb 2012, 640).

Après cela, l'UNR réussit à se reconstituer sous un nouveau nom de gouvernement – le Directoire –, grâce au soutien de groupes militaires. Pour le renforcement de leur légitimité politique et la mobilisation de la population pour les soutenir, les dirigeants de l'UNR tentent

de s'appuyer sur un Congrès des travailleurs d'Ukraine. Cependant, jusqu'en novembre 1920, ce projet de construction étatique est essentiellement associé à des opérations militaires de l'UNR, de la république de Pologne, et de leurs adversaires – le mouvement blanc, les bolcheviks, les anarchistes et les États de l'Entente. Dans cette même période, le territoire revendiqué par l'Ukraine grandit – le Directoire étendant temporairement son pouvoir jusqu'à la Crimée et à l'Ukraine occidentale.

En mars 1921, l'UNR cesse d'exister comme projet politique significatif. Cependant, le traité de paix de Riga du 18 mars 1921 fait passer la frontière entre la Pologne et l'URSS sur le fleuve Zbroutch, ne garantissant donc à l'Ukraine qu'une partie des terres auxquelles prétendait l'UNR. Au même moment, les bolcheviks mettaient fin au projet impérial de l'Armée blanche des Volontaires dans le centre et le sud-est de l'Ukraine et au mouvement anarchiste de Nestor Makhno (Nahaylo 1990 ; Velychenko 2011).

Enfin, sous la Première république, on trouve aussi de petites formations étatiques, des « principautés rurales ». Les projets politiques des atamans surgissent à la suite de la prise de petits territoires organisée par des groupes militaires dirigés par des chefs autoproclamés ou élus. On voit aussi de petites communautés se constituer en « républiques », tentant de se défendre par les armes contre différentes armées et bandes sévissant en Ukraine pendant la Guerre civile. Parmi des centaines d'exemples, la plus durable fut la république de Holodnyj Jar (1919–1922), bien que ni elle, ni d'autres semblables n'aient jamais proclamé formellement leur indépendance (БОВК 2016).

Par conséquent, la situation révolutionnaire de la « Première république » s'est conclue par la victoire du modèle bolchevique de construction étatique sur la plus grande partie de l'Ukraine actuelle. À ce moment-là, plusieurs régions du territoire de l'Ukraine actuelle ont été incluses dans la République socialiste fédérative soviétique de Russie (RSFSR), de la République de Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie et de la Roumanie. Les conséquences de la construction étatique lors de la Première république furent les suivantes :

- **L'apparition des premières institutions de l'État, y compris un pouvoir exécutif et un pouvoir législatif.** Lors de la conduite des guerres, la représentativité de ces institutions est restée problématique : les dirigeants de l'UNR comprenaient leur manque de légitimité et y suppléaient par différents types de conférences représentatives et de congrès, en se faisant reconnaître par d'autres États, et en tentant de renforcer les organes d'État formels grâce au soutien de structures informelles (unités militaires, organisation de classes et de groupes ethniques).
- **Le précédent de l'indépendance nationale** qui a été reconnu par plusieurs autres États. Soulignons que l'indépendance a été reconnue par des États qui ont cessé d'exister approximativement dans les mêmes années (les Empires allemand, austro-hongrois et ottoman). Le soutien de la société locale à cette souveraineté a été si fort que les bolcheviks ont été contraints de reconnaître à la République socialiste soviétique (RSS) d'Ukraine le statut d'entité étatique séparée, co-fondatrice de l'Union soviétique.

- **La représentation que les Ukrainiens ont du territoire ukrainien et d'un peuple ukrainien capable de constituer un État.** En 1923, la souveraineté de l'Ukraine sur les « terres ukrainiennes » était désormais un acquis pour les élites politiques et la population de l'Ukraine mais aussi pour une partie des pays voisins. Néanmoins, la délimitation de ces « terres ukrainiennes » était encore floue, et incluant ou non le Donbass, le Kouban, la Galicie orientale et la Transcarpathi suivant les points de vue.

Par conséquent, pendant la Première république on trouve un cadre institutionnel et des institutions qui forment la base du système politique ukrainien. Comme ces différents éléments et les liens les structurant avaient été définis partiellement par des moyens politiques et de droit public, mais aussi par la guerre, ils avaient besoin d'être réagencés. Il fallait du temps et une période de paix pour que le système politique naisse et que ses parties constitutives s'institutionnalisent. En raison de cela, l'assemblage final du système politique ukrainien s'est produit dans le cadre de l'URSS, c'est-à-dire au temps de la Deuxième république.

2. L'Ukraine soviétique, ou la Deuxième république (1919/1921-1991)

Le « modèle d'Octobre » a gagné sur le territoire de l'Ukraine du fait de la puissance de l'Armée rouge. La victoire du projet soviétique est aussi partiellement liée à la demande populaire d'un pouvoir politique stable capable de mettre fin aux violences de guerre et de conduire à une paix que la majorité considérerait comme juste. En effet, après sept ans de guerre dont quatre ans d'anarchie, la population ukrainienne qui avait survécu avait besoin d'un ordre politique capable d'exercer les fonctions clés (Markevich and Harrison 2011, 700 sv. ; Main 1994, 807). Et les promesses bolcheviques de donner la terre et l'autogestion dans les usines et les villages suscitaient apparemment l'espoir que le monde serait plus juste.

D'ailleurs, le projet soviétique de construction de l'État en Ukraine a été mis en œuvre comme faisant partie d'un projet global beaucoup plus important : d'abord celui de « la révolution mondiale du prolétariat », puis celui de « l'édification du socialisme dans un seul pays ». Cela a déterminé la totalité des caractéristiques de l'étatisme socialiste. En théorie, l'État contrôlait la grande industrie, (puis même la moyenne et la petite) et dirigeait les échanges économiques dans l'intérêt de la classe ouvrière, mais il reliait aussi la classe et la nation en une communauté politique (Martin 2001 ; Himka 2006). En fait, l'État soviétique construit en vue d'un contrôle total de l'économie et de la concurrence politique était fondé sur le monopole idéologique du marxisme soviétique et sur l'inclusion formelle des groupes nationaux dans la gestion politique et administrative (Armstrong 1992, 121 ; Martin 2001, 12 sv.).

Le système politique de la RSS d'Ukraine s'est constitué dans l'unité et la confrontation de deux hiérarchies de pouvoir. D'une part, dans les années 1919-1929, un système d'institutions soviétiques a été mis en place ; d'autre part, on instaurait le contrôle du Parti sur ces organes étatiques, à la fonction essentiellement formelle. Officiellement, l'autorité publique suprême de la RSS d'Ukraine était le Congrès ukrainien des soviets (conseils) des députés d'ouvriers, de

paysans et de soldats. Selon la Constitution de 1919, le congrès se réunissait une fois par an, puis une fois tous les deux ans selon la Constitution de 1929. Au début, le congrès pouvait modifier et approuver la Constitution, déclarer la guerre et conclure la paix, modifier les frontières, contrôler l'armée et les conseils locaux. Toutefois, après la création de l'Union soviétique en 1922, le Congrès des soviets ukrainiens s'est vu priver des prérogatives de politique étrangère et de commandement militaire. Il s'est en revanche vu octroyer le droit de rester ou non au sein de l'Union. Avant la création de la Verhovna Rada^{***} de la RSS d'Ukraine en 1937 (d'après la troisième Constitution de la RSS d'Ukraine), il y eut 14 de ces congrès des soviets lors desquels ont été approuvées les trois constitutions et qui ont permis de corriger le modèle de souveraineté (autonomie au sein de la RSFSR en 1917, État soviétique indépendant en 1918, république membre de l'Union à partir de décembre 1922). Le rôle du congrès a nettement diminué à la fin des années 1920, comme avait diminué le besoin qu'avait le système politique de rituels de légitimation du pouvoir alors que le contrôle du Parti sur la prise de décision s'était renforcé.

Entre les congrès des soviets, l'autorité suprême de la RSS d'Ukraine était détenue par le comité exécutif central pan-ukrainien (VUCIK – CECU). Le CECU était un organe à la fois législatif, réglementaire, exécutif et de contrôle. Les fonctions exécutives du CECU étaient déléguées au Conseil des commissaires du peuple de la RSS d'Ukraine. En 1938, le CECU est devenu la Verhovna Rada de l'Ukraine, et le conseil des commissaires du peuple est devenu le Conseil des ministres en 1946 (Виноградская и Рогожин 1974 ; Шаповал 1989 ; Ивкин 1999).

À l'exception des organismes républicains, il y avait des conseils (soviets) à l'échelle des districts et des circonscriptions qui les englobaient, puis (après un redécoupage administratif) à l'échelle des districts et des régions. Les conseils locaux avaient leurs propres comités exécutifs, élus par des congrès locaux. Pendant la Guerre civile de 1917–1923, les organes soviétiques cédaient le pas à l'Armée rouge et à la Tchéka, et se retrouvaient en concurrence avec l'influence du Parti. Cependant, au début des années 1920, le POSDR(b)/PCUS(b)^{****} travailla à affaiblir le rôle politique de l'Armée, des services de renseignement et des organes des soviets. Comme dans toutes les autres républiques soviétiques au même moment, l'appareil du Parti en Ukraine prit le contrôle de tous les centres de pouvoir à tous les niveaux, de la base au sommet des républiques nationales et de toute l'union.

En décembre 1917, le POSDR(b) a tenu un congrès régional à Kiev, à partir duquel a été fondée l'organisation ukrainienne du parti bolchevique. Après le congrès de Taganrog en avril 1918, elle a pris le nom de Parti communiste (bolchevique) d'Ukraine (PC(b)U). En juillet 1918, le PC(b)U a été intégré au sein du POSDR(b), tout en restant une branche régionale distincte dans le parti. Dans les années 1920, les autres organisations communistes sur le

^{***} Littéralement « conseil [soviet] suprême » (NdT).

^{****} POSDR(b) : Parti ouvrier social-démocrate de Russie (bolchevique) devenu PC de Russie (bolchevique) en 1918 puis Parti communiste de l'Union soviétique (bolchevique), PCUS(b), en 1934 (NdT).

territoire ukrainien se sont fondues dans le PC(b)U, ce parti exerçant finalement le monopole du contrôle des institutions civiles et militaires soviétiques (Шаповал 1989, 29 sv.).

Avant la guerre, la hiérarchie du parti était organisée pour accomplir les tâches totalitaires du système stalinien. À ce moment, le PCU était dirigé par un Premier secrétaire^{****}, tel que les éminents communistes-révolutionnaires Viatcheslav Molotov, Emmanuel Kvirine, Lazare Kaganovitch, Stanislav Kossior et Nikita Khrouchtchev. Les premiers secrétaires changeaient souvent et faisaient carrière grâce à des allers-retours entre la capitale ukrainienne (Kharkiv de 1919 à 1934 puis Kiev) et Moscou. En outre, les premiers secrétaires du parti étaient souvent présidents du conseil des commissaires du peuple de la RSS d'Ukraine. Cette rotation des cadres a permis à Staline de mettre en œuvre son mode de gouvernance et ne permettait pas à la Nomenklatura naissante de prendre racine dans telle ou telle république/région ou dans l'un ou l'autre des centres de pouvoir.

Pendant cette période, le système politique ukrainien s'était affermi au sein de ce système dual parti-soviets et avait prouvé son efficacité dans le cadre de l'industrialisation, de la collectivisation, de l'organisation du contrôle de la population et de l'information lors du Holodomor, de la lutte contre « l'opposition » et les « ennemis du peuple », et de l'annexion des territoires d'Ukraine occidentale en 1939. Chacune de ces campagnes avait été potentiellement risquée pour l'ordre politique de la RSS d'Ukraine ; cependant les organismes de base du Parti et de l'État soviétique, et les services de renseignement (Tchéka, GPU, NKVD) avaient chaque fois été capables d'exécuter les tâches qui leur étaient assignées par le Parti (Nahaylo 1990 ; Yekelchuk 2004 ; Kuromiya 2007 ; Werth 2008).

L'interdiction des débats idéologiques au sein du PCUS(b)/PCU fut un élément important tant de la création que de la consolidation du système politique soviétique ukrainien. En prenant le contrôle du Parti, Staline a réussi à empêcher le regroupement de cadres sur des bases idéologiques entre 1921 et 1933 (Pipes 1995, 14), et a réduit le rôle politique non seulement des congrès des soviets, mais aussi des congrès du Parti, en transférant officiellement l'autorité au comité central (des partis des républiques et de l'Union). En fait c'était le *politburo* du PCUS(b) qui prenait les décisions (Pipes 1995, 15–16). Le PCUS(b)^{*****}, était à la fois une organisation pléthorique^{*****} et un vivier de cadres ambitieux. Il était donc impossible d'éviter complètement la formation de coteries. Comme les fractions idéologiques avaient été interdites, des clans se sont constitués au niveau régional dès les années 1930 (Minakov 2018b, 126). Ce mode de structuration archaïque ne menaçait pas « la ligne générale du parti » et favorisait les valeurs de fidélité individuelle dans un régime de plus en plus personnalisé.

**** POSDR(b) : Parti ouvrier social-démocrate de Russie (bolchevique) devenu PC de Russie (bolchevique) en 1918 puis Parti communiste de l'Union soviétique (bolchevique), PCUS(b), en 1934 (NdT).

***** Un secrétaire général de 1925 à 1934 (NdT).

***** 3,8 millions de membres en 1940 (NdT).

Au début de l'année 1941, le système politique de la RSS d'Ukraine dans son ensemble s'était organisé et stabilisé. Les organes du parti ukrainien contrôlaient tous les centres de pouvoir à tous les niveaux. Le PCU lui-même était sous le contrôle du PCUS, c'est-à-dire en fait sous le contrôle de Staline. Les territoires de Pologne et de Roumanie annexés dans les années 1939-1940⁶ furent incorporés dans la RSS d'Ukraine (Szporluk 2001).

La Seconde Guerre mondiale a représenté un choc énorme pour le système politique. Les groupes de nationalistes ukrainiens, alliés de l'Allemagne nazie en guerre contre l'URSS, ont tenté de profiter de l'occupation de l'Ukraine pour créer un nouvel État ukrainien, mais ce projet n'a pas été soutenu par les autorités allemandes (Rossoliński-Liebe 2011). À son retour en Ukraine, le système politique stalinien a rapidement repris le contrôle des territoires occupés en bénéficiant du soutien de la population dans la lutte contre les collaborateurs (Yekelchik 2014). En 1953, moins de dix ans après, la résistance nationaliste ukrainienne était entièrement écrasée (Penter 2011, 347).

Mais la Deuxième république avait été rétablie dans un pays bouleversé. À cause de la guerre, l'Ukraine était devenue une terre de désolation et de dévastation : 5,5 millions d'Ukrainiens avaient été tués, près de 4 millions avaient été évacués dans d'autres républiques de l'URSS, et 2,2 millions de jeunes avaient été déportés en Allemagne comme travailleurs forcés. 714 villes et plus de 27 000 villages avaient été détruits, de même que 16 000 entreprises, plus de 800 mines et près de 30 000 kolkhozes et sovkhoses. Il fallait reconstruire les routes, les ponts et les centrales électriques (Magocsi 2010, 684-685). L'Ukraine avait besoin d'énormes ressources humaines et financières pour la reconstruction. De nouveaux cadres dirigeants, recrutés dans d'autres républiques soviétiques, ont reçu encore plus de pouvoir que les élites d'avant-guerre (Filtzer 2002, 28 sv.).

Cette augmentation de leur pouvoir a renforcé la concurrence entre les différents groupes de l'élite dirigeante de l'Ukraine d'après-guerre, surtout après la déstalinisation, lorsque le contrôle de Moscou sur les élites régionales a diminué. Cette concurrence a conduit à l'émergence de clans régionaux informels, réunissant des cadres du Parti, de l'État et de l'économie. Les clans les plus puissants étaient ceux de Kharkiv, Dnipropetrovsk [Dnipro] et du Donbass, régions qui brassaient le plus de ressources. Cette concurrence a joué un rôle important dans le développement de l'Ukraine dans les années 1960-1980 (Minakov 2018b, 129 sv.).

Ces clans se formaient dans les grands centres régionaux d'Ukraine, et leur pouvoir s'étendait sur les régions voisines. Ainsi, les « Kharkiviens » contrôlaient les régions de Poltava, Sumy, et Tchernihiv, « ceux de Dnipropetrovsk » les régions de Kherson, Tcherkassy et Kirovohrad [Kropyvnytskyi], et « ceux du Donbass » les régions de Louhansk et Zaporijjia (pour cette dernière, en concurrence d'ailleurs avec « ceux de Dnipropetrovsk »). Le clan de Dnipropetrovsk a même pu participer aux luttes de factions au sein du pouvoir central grâce à la réussite de Leonid Brejnev, qui est devenu secrétaire général du PCUS en 1964 (Minakov 2019, 225 sv.).

Cette concurrence a conduit à une répartition du pouvoir non entre les branches institutionnelles mais entre les hommes liges des différents groupes de la Nomenklatura. Depuis la fin des années 1950, ces équilibres se lisaient dans les nominations du Premier secrétaire du PCU et du président du Conseil des ministres de l'Ukraine. Si un Kharkivien devenait Premier secrétaire, le poste de président du conseil des ministres revenait à quelqu'un issu des clans de Dnipropetrovsk ou de Donetsk. Les clans régionaux instillaient leurs pratiques informelles fondées sur la collégialité au sein des institutions formelles⁷. Ainsi, le long règne de Volodymyr Ščerbyc'kyj (Premier secrétaire du PCU de 1972 à 1989) n'a pas été celui d'un pouvoir absolu car il était équilibré par l'influence des représentants du clan de Donetsk. Pendant la *perestroïka*, les Kharkiviens ont largement investi les structures du Comité central du PCU.

Ainsi, le système politique de la Deuxième république est né et s'est stabilisé à l'intersection des institutions et organisations formelles et informelles qui assuraient l'efficacité de la gestion mais la limitaient aussi. La hiérarchie entre les organes soviétiques de pouvoir était l'aspect formel de cette contradiction systémique. Le contrôle du PCUS/PCU sur les organes de l'État soviétique avait un caractère mixte : d'une part, le « rôle dirigeant » du Parti communiste était officiellement inscrit dans les Constitutions de la RSS d'Ukraine et de l'URSS et, d'autre part, le monopole du pouvoir était largement entre les mains du Parti et non des organes du pouvoir d'État. Par conséquent, on avait un système politique où les relations juridiques et les relations de pouvoir ne correspondaient qu'en partie. Enfin, le rôle croissant des clans régionaux de la RSS d'Ukraine faisait que la contradiction formel/informel n'était pas seulement un mode de fonctionnement, mais aussi un élément important de sa culture politique. Elle s'exprimait par les rituels de participation des citoyens aux « élections »^{*****} ou aux réunions de cellule du Parti, qui démontraient la loyauté du citoyen (Zaslavsky and Brym 1978, 367 ; Kotkin 2010, 10 sv.).

Ce système politique créait en particulier beaucoup d'obstacles à la communication politique, tant dans le cadre de la RSS d'Ukraine que dans celui de toute l'Union soviétique. Pendant la période d'ukrainisation bolchevique (1923–1931), le débat public était encore possible. En revanche, la période stalinienne (1932–1953) a vu l'élimination de toute une génération d'intellectuels capables de délibérer sur le bien commun. Seule la libéralisation de la deuxième moitié des années 1980⁸ a ouvert la possibilité de reconfigurer les systèmes politiques des républiques soviétiques. En Ukraine, la quintessence d'une telle communication s'est exprimée dans le débat sur le nouveau traité de l'Union et sur la question de la souveraineté en 1990–1991 (Касьянов 2008, 11). Et c'est à ce moment que de nouveaux projets politiques sont rendus possibles, telle l'union renouvelée (soutenue en mars 1991 par plus de 70 % de la population ukrainienne au référendum sur le maintien de l'URSS) ou la souveraineté

^{*****} En URSS, les élections se tenaient de manière régulière et très formelle (avec notamment des campagnes contre l'abstention). Elles n'avaient néanmoins guère d'enjeu car il n'y avait qu'un candidat par poste à pourvoir et ce dernier devait avoir une carte du PCUS ou du moins bénéficier de son parrainage (*NdT*).

nationale (appuyée cette fois par plus de 90 % des électeurs ukrainiens au référendum sur l'indépendance en décembre 1991). Le potentiel social d'implication civique dans le processus politique a détruit le système au niveau de l'Union mais a offert une chance de créer l'Ukraine comme État souverain.

À la fin des années 1980, le système politique de la RSS d'Ukraine et de l'URSS s'essouffait et ne pouvait perdurer. La libéralisation du mode de gouvernement avait engendré de forts mouvements centrifuges en Russie comme dans les républiques, et même dans les territoires nationaux autonomes (Walker 2003, 3, 211). Le président de l'URSS, Mikhaïl Gorbatchev, et la plupart des dirigeants des républiques ont tenté d'établir un nouveau traité de l'Union qui conviendrait autant aux partisans d'une plus grande autonomie qu'à ceux qui souhaitaient conserver l'Union soviétique telle qu'elle était. Après l'échec de la tentative de putsch du Comité d'État pour l'état d'urgence (GKČP) en août 1991, l'élaboration du nouveau traité d'union a été tué dans l'oeuf. La RSFS de Russie, la RSS d'Ukraine et d'autres républiques ont proclamé leur indépendance à la fin août et en septembre 1991. En décembre 1991, l'Union soviétique a été dissoute (par l'accord de Belovej et le traité d'Alma-Ata). L'Ukraine est devenue un État indépendant et souverain, conformément à la décision de la Verkhovna Rada de la RSS d'Ukraine du 24 août 1991, entérinée par référendum le 1^e décembre 1991 et reconnue par des traités internationaux.

3. L'ère de la souveraineté : « La Troisième république » d'Ukraine (1991)

Le 24 août 1991, la Verkhovna Rada de la RSS d'Ukraine a adopté la déclaration d'indépendance de l'Ukraine. La victoire d'Eltsine, le président de la RSFS de Russie, sur les putschistes qui luttèrent pour le monopole du pouvoir du centre sur toute l'Union, a affaibli définitivement le gouvernement central et le président Gorbatchev. Cela a permis aux « national-communistes » ukrainiens (majorité dirigeante, critique à l'égard des « libéraux » de Boris Eltsine) et aux « national-démocrates » (minorité influente, revendiquant l'indépendance nationale) de parvenir à un consensus sur la proclamation de l'indépendance. L'ancien chef de file des communistes, Leonid Kravtchouk, a dirigé cette convergence qui a permis une transition en douceur du mode d'administration soviétique au mode postsoviétique (Касьянов 2008, 22).

Dès septembre 1991, les autorités ukrainiennes ont lancé une politique de dé-soviétisation et de dé-communisation. En trois mois, au moment du référendum sur l'indépendance, le PCU avait été dissous, la structure républicaine du KGB avait été abolie, et une partie importante des troupes du ministère de l'Intérieur et des unités militaires stationnées sur le territoire de l'Ukraine étaient passées sous le commandement de Kiev (Plokhyy 2015, 701.).

Mais en 1991-1992, le défi que rencontraient les élites ukrainiennes était beaucoup plus ardu que d'assurer leur pouvoir. La privatisation du patrimoine industriel soviétique et les caractéristiques du capitalisme postsoviétique ont creusé le gouffre entre une couche privilégiée bénéficiant de rentes, et le reste de la population, appauvrie par la crise

économique (1991–1996) (Aslund 2013, 17). Outre le contrôle de l'économie, ces « rentiers » avaient étendu leur pouvoir à l'État et aux organisations criminelles, en formant des clans et des réseaux clientélistes (Hale 2014 ; Minakov 2019). Des regroupements informels – qui perdurent jusqu'à ce jour – se sont formés autour de patrons-oligarques, et réunissent une clientèle d'obligés, politiciens, bureaucrates, parlementaires, juges, procureurs, acteurs locaux, banquiers, industriels, criminels, entrepreneurs, médias, partis politiques, fondations caritatives, think-tanks, ONG. Ces clans ont formé une sorte de « pyramide du pouvoir ». Et si en Russie et en Biélorussie une seule verticale du pouvoir s'est imposée, celle d'un pouvoir personnel, en Ukraine on assiste depuis plus de trente ans à la coopération conflictuelle de plusieurs « pyramides » (Hale 2014, 72).

Le système politique de l'Ukraine s'est transformé en suivant cette voie politique et juridique spécifique. D'une part, l'Ukraine est l'un des États postsoviétiques les plus libres (hors UE), avec une « façade » démocratique développée de structures présidentielles, législatives et judiciaires, et même avec une bonne part d'auto-administration. Les institutions ukrainiennes de la présidence, du parlement et de la justice ont prouvé leur solidité face aux profondes crises politiques et militaires de 2004 et 2014. D'autre part, des structures informelles arrivent périodiquement à concurrencer ou même dépasser l'influence des institutions légales. Cette dualité entre une « façade démocratique » et une « république des clans » (ou « État de l'ombre ») est caractéristique du système politique moderne de l'Ukraine.

À l'encontre de ce que voudraient les chefs de clans, les élections jouent un rôle important dans le système politique ukrainien : elles ne sont pas un simple rituel. Bien que les principaux partis soient généralement intégrés aux structures claniques, ils sont obligés de participer aux élections pour avoir des élus à la Verhovna Rada et dans les conseils locaux. Or les résultats des élections sont peu prévisibles (Lankina and Libman 2019). Entre décembre 1991 et septembre 2019, les élections en Ukraine ont abouti à six changements de président (dont deux fois au prix d'une crise politique) et à neuf législatures de la Verhovna Rada. D'ailleurs, le code électoral n'est pas stabilisé, et la législation électorale subit de fréquentes révisions à l'instigation des élites qui cherchent, au moins partiellement, à réduire l'imprévisibilité électorale.

Par ailleurs, les élections n'ont pas encore aboli le dualisme systémique lié à l'héritage structurel et social de la période soviétique. Structurellement, le dualisme postsoviétique (qui voit les relations informelles prédominer sur les institutions publiques formelles) est le reflet du rapport qu'entretenaient les fonctionnaires soviétiques avec l'appareil du Parti de la RSS d'Ukraine/de l'URSS. La coexistence de deux ensembles de règles (démocratiques et claniques) est rendue « naturelle » pour les élites et les citoyens par l'existence d'institutions informelles, lesquelles prennent d'ailleurs le dessus dans les moments de crise (Fisun 2012, 88–89).

Sur le plan social, les clans postsoviétiques se sont formés dans le cadre des groupes régionaux de la Nomenklatura. Les clans les plus puissants, qui ont déterminé le développement de l'Ukraine dans les années 1991–2019, sont apparus à Dnipropetrovsk et Donetsk. Après la « révolution orange » (2004–2005) et l'« Euromaïdan » (2013–2014), d'autres clans liés à des groupes oligarchiques postsoviétiques ont aussi joué un rôle significatif, tels ceux des régions de Tchernihiv, Vinnytsia, Kharkiv et Tchernivtsy (Minakov 2016 ; Minakov 2018a).

La Troisième république a vu l'émergence d'un centre de pouvoir hybride spécifique : l'administration présidentielle qui assure la communication entre les institutions formelles et les associations informelles. Poursuivant la logique institutionnelle de l'ancien Comité central du PCU/PCUS, l'administration présidentielle assure – dans les conditions de l'Ukraine indépendante et de l'économie de marché – la prise des décisions qu'accompliront les pouvoirs exécutif, judiciaire et législatif, ainsi que les groupes oligarchiques.

Bien qu'il rappelle l'époque soviétique, le système politique de l'Ukraine indépendante suit une dynamique différente. L'équilibre des pouvoirs en Ukraine soviétique assurait la gouvernabilité de la république, son développement socioéconomique et sa subordination au centre. La dynamique postsoviétique du système politique s'exprime sous la forme de cycles révolutionnaires (Minakov 2018b, 105 sv.) ou ré-évolutifs (Ермолаев 2020). La concurrence des clans pour le contrôle des institutions politiques et économiques, ainsi que les tentatives des clans présidentiels d'instaurer une verticale du pouvoir ont conduit deux fois à des changements de régime hors du cadre prévu par la Constitution. Cette évolution de la Troisième république, selon une série de cycles, ne se terminera peut-être pas avec l'« Euromaïdan ». Selon la Banque mondiale, la part des entreprises privées détenues par des politiciens et des fonctionnaires a encore augmenté après l'« Euromaïdan » : en 2016, leur poids total dans l'économie ukrainienne a atteint 28 % (Kahkonen 2018).

Le système politique de la Troisième république s'est développé dans le cadre de l'opposition entre les formes parlementaire et présidentielle de régime (Minakov and Mylovanov 2016). La lutte des présidents de Kravtchouk (1991–1994) et Koutchma (1994–2005) contre le parlement a conduit à l'instauration d'un régime mixte présidentiel-parlementaire, inscrit dans la Constitution de 1996. Cette lutte a repris dans les conditions de la première révolution, « orange », et a abouti au renforcement du parlement et du gouvernement face à l'affaiblissement du pouvoir du président. Puis, en 2010, le président Ianoukovitch (2010–2014) a réussi à obtenir de la Cour constitutionnelle une décision, rétablissant le régime mixte présidentiel-parlementaire.

Les relations du président et du parlement ont été révisées après l'« Euromaïdan ». L'une des premières décisions de la Rada, après la fuite du président Ianoukovitch en février 2014, établissait un régime parlementaire-présidentiel. Cependant, ce modèle a été modifié en septembre 2019 quand la majorité pro-présidentielle à la Verkhovna Rada a adopté des amendements à la Constitution de l'Ukraine (BPU 2019a), réduisant l'immunité des députés

et affaiblissant la Loi sur l'impeachment (БРУ 2019b), ce qui établit de fait une immunité présidentielle. Cette ligne de tension dans le système politique est l'otage de la conjoncture politique : elle est source de risques pour la stabilité politique après chaque cycle électoral.

Le système politique ukrainien reste très dynamique en raison de ses nombreuses contradictions internes. Cette dynamique n'est pas propice à la construction et au développement durable d'une démocratie consolidée, c'est vrai, mais elle fait obstacle à l'instauration de régimes autoritaires.

Notes

- 1 En fait, elle coïncide avec la compréhension du « pouvoir politique » chez Michel Foucault (2013), ainsi que le « pouvoir » de Nicolas Luhmann (2018) et Jürgen Habermas (Habermas and McCarthy 1977, 3–24).
- 2 Ce titre est tout à fait conventionnel. Il est utilisé à la fois dans l'historiographie scientifique et populaire. Dans le sens étroit, il fait référence à la « première » UNR ; cependant, les différents spécialistes parlent des Troisième ou Quatrième universals (Лисяк-Рудницький 1994 ; УІНП 2017 ; Ложкин и Федорін 2016). D'autres, comme par exemple, Bondarenko, appellent « Première république » uniquement l'UNR d'avant le coup d'État de l'hetman Skoropadsky, et la Seconde république est associée à d'autres projets, comme le Directoire de l'UNR (Бондаренко 2019). De même, le terme de « Deuxième république » est-il souvent utilisé pour l'Ukraine indépendante, et non pour la RSS d'Ukraine. Les historiens nationalistes considèrent la RSS d'Ukraine comme « antinationale ». Pour moi, la numérotation des républiques ne s'embarrasse pas de ces détails et prend l'édification de l'État sur le territoire de l'Ukraine, selon les systèmes politiques expérimentés.
- 3 Cela est particulièrement visible lorsque l'on compare les territoires sous l'influence de la Rada centrale au moment des Deuxième et Troisième universals. Le deuxième universal de la Rada s'appliquait à Kiev, Poltava, Kamianets-Podilskyï, en Volynie et dans la province de Tchernihiv. Le troisième touchait aussi Ekaterinoslav [Dnipro], Kharkiv, Kherson et la Crimée.
- 4 Car les fronts de la Première Guerre mondiale passaient par une partie des terres ukrainiennes, favorisant l'implication des militaires dans la politique ukrainienne et leur donnant un réel poids politique.
- 5 Notons que les dirigeants politiques et politico-militaires se préoccupent du soutien que trouve leur « projet ». En témoignent par exemple les rapports des services de renseignement de l'UNR, de l'Hetmanat et du Directoire (Кавунник 2018, 16–189). Une victoire militaire ne suffit pas à assurer la stabilité du pouvoir.
- 6 Ces terres ont été annexées par l'URSS suite à la signature du pacte Molotov–Ribbentrop, en août 1939.
- 7 Le principe de la direction collégiale était une façon de surmonter le « culte de la personnalité » (Brown 1980, 140 ; Voronkov and Wielgohs 2004, 101).
- 8 À Moscou, la *perestroïka* et la libéralisation commencent dès 1986, mais dans le reste de l'URSS, la liberté et les débats publics doivent attendre 1989, en particulier en lien avec les premières élections libres dans le Soviet suprême de l'URSS (Минаков 2020, 117).

Références bibliographiques

- Aristote. 1989. *La Politique*. Paris : Vrin.
- Armstrong, John A. 1992. "Nationalism in the former Soviet Empire". *Problems of Communism*, 41: 120–122.
- Aslund, Anders. 2013. *How capitalism was built: The transformation of Central and Eastern Europe, Russia, the Caucasus, and Central Asia*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Baron, Nick, and Peter Gatrell. 2003. "[Population Displacement, le State-Building, and Social Identity in the Lands of the Former Russian Empire, 1917–23](#)". *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, 4(1): 51–100.
- Beck, Thorsten, George Clarke, Alberto Groff, Philip Keefer and Patrick Walsh. 2001. "[New Tools in Comparative Political Economy: The Database of Political Institutions](#)". *The World Bank Economic Review* 15(1): 165–176.
- Brown, Archie. 1980. "[The Power of the General Secretary of the CPSU](#)". In *Authority, Power and Policy in the USSR*, eds. Thomas Rigby, Archie Brown and Peter Reddaway, 135–157. London: Palgrave Macmillan.
- Filtzer, Donald. 2002. *Soviet Workers and Late Stalinism: Labour and Restoration of the Stalinist System after World War II*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Fisun, Oleksandr. 2012. "[Rethinking post-Soviet politics from a neopatrimonial perspective](#)". *Demokratizatsiya. The Journal of Post-Soviet Democratization* 20(2): 87–96.
- Foucault, Michel. 2013. *Politics, Philosophy, Culture: Interviews and Other Writings, 1977–1984*. London: Routledge.
- Ghani, Ashraf, and Clare Lockhart. 2008. *Fixing Failed States: A Framework for Reconstruction a Structured World*. Oxford: Oxford University Press.
- Habermas, Jürgen, and Thomas McCarthy. 1977. "[Hannah Arendt's Communications Concept of Power](#)". *Social Research* 44(1): 3–24.
- Hale, Henry E. 2014. *Patronal, Politics: Eurasian Regime Dynamics in Comparative Perspective*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Helmke, Gretchen and Steven Levitsky. 2004. "[Informal Institutions and Comparative Politics: A Research Agenda](#)". *Perspectives on Politics* 2(4): 725–740.
- Himka, John-Paul. 2006. "[The Basic Historical Identity Formations in Ukraine: A Typology](#)". *Harvard Ukrainian Studies* 4(1): 483–500.
- Kahkonen, Satu. 2018. "[What is the Cost of Crony Capitalism for Ukraine?](#)"
- Kotkin, Steven. 2010. *Uncivil Society: 1989 and the Implosion of the Communist Establishment*. New York: Modern Library.
- Kuromiya, Hiroaki. 2007. *The Voices of the Dead: Stalin's Great Terror in the 1930s*. New Haven: Yale University Press.
- Lankina, Tomila, and Alexander Libman. 2019. "[Soviet Legacies of Economic Development, Oligarchic Rule, and Electoral Quality in Eastern Europe's Partial Democracies: The Case of Ukraine](#)". *Comparative Politics*, 52(1): 127–176.
- Lieb, Peter. 2012. "[Suppressing Insurgencies in Comparison: the Germans in the Ukraine, 1918, and the British in Mesopotamia, 1920](#)". *Small Wars & Insurgencies*, 23(4–5): 627–647.
- Luhmann, Nicolas. 2018. *Trust and Power*. London: John Wiley & Sons.
- Magocsi, Paul Robert. 2010. *History of Ukraine*. Toronto: UTP.

- Main, Steven J. 1994. "[The red army during the Russian civil war, 1918–1920](#)." *The Journal of Slavic Military Studies*, 7(4): 800–808.
- Markevich, Andrei, and Mark Harrison. 2011. "[Great War, Civil War, and Recovery: Russia's National Income, 1913 to 1928](#)." *The Journal of Economic History* 71(3): 672–703.
- Martin, Terry. 2001 *The Affirmative Action Empire: Nations and Nationalism in the Soviet Union, 1923–1939*. Ithaca: Cornell University Press.
- Minakov, Mikhail, and Tymofiy Mylovanov. 2016. "[Why the Post-Soviet Presidential Institution is Flawed](#)".
- Minakov, Mikhail. 2016. "[A Decisive Turn? Risks for Ukrainian Democracy after the Euromaidan](#)".
- Minakov, Mikhail. 2018a. "The Third Sector Entering The First: Cooperation and Competition of Civil Society, State and Oligarchs after Euromaidan in Ukraine." In *Government-NGOs Relationship in Africa, Asia, Europe*, ed. Raffaele Marchetti, 123–143. London: Routledge.
- Minakov, Mikhail. 2018b. *Development and Dystopia. Studies in Post-Soviet Ukraine and Eastern Europe*. Stuttgart: Ibidem Verlag.
- Minakov, Mikhail. 2019. "Republic of clans: The evolution of the Ukrainian political system". In *Stubborn structures: Reconceptualizing post-communist regimes*, ed. Balint Magyar, 217–245. Budapest: CEU Press.
- Nahaylo, Bohdan. 1990. "[Ukrainian National Resistance in Soviet Ukraine during the 1920s](#)". *Journal of Ukrainian Studies* 15(2): 1–18.
- North, Douglas, John Joseph Wallis, and Barry R. Weingast. 2009. *Violence and Social Orders: A Conceptual Framework for Interpreting Recorded Human History*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Penter, Tanja. 2011. "[Local Collaborators on Trial. Soviet War Crimes Trials under Stalin \(1943–1953\)](#)." *Cahiers du Monde russe* 49 (2-3): 341–364.
- Pipes, Richard. 1995. *Russia under the Bolshevik Regime: 1919–1924*. Boston: Vintage.
- Plokhyy, Serhy. 2015. *The Gates of Europe*. New York: Basic Books.
- Rossoliński-Liebe, Grzegorz. 2011. "The 'Ukrainian National Revolution' of 1941: Discourse and practice of a fascist movement". *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History* 12(1): 83–114.
- Szporluk, Roman. 1997. "[Ukraine: From an Imperial Periphery to a Sovereign State](#)". *Daedalus* 126(3): 85–120.
- Szporluk, Roman. 2001. "The Making of Modern Ukraine: The Western Dimension". *Harvard Ukrainian Studies* 25(1–2): 57–90.
- Tilly, Charles. 1992. *Coercion, Capital, and European States, AD 990–1990*. Oxford: Oxford University Press.
- Velychenko, Steven. 2011. *State Building in Revolutionary Ukraine: A Comparative Study of Governments and Bureaucrats, 1917–1922*. Toronto: UTP.
- Voronkov, Viktor and Jan Wielgohs. 2004. "Soviet Russia". In *Dissent and Opposition in Communist Eastern Europe: Origins of Civil Society and Democratic Transition*, eds. Detlef Pollack and Jan Wielgohs, 95–118. Burlington: TCP.
- Walker, Edward W. 2003. *Dissolution: Sovereignty and the breakup of the Soviet Union*. Lanham: Rowman & Littlefield.
- Werth, Nicolas. 2008. "The Crimes of the Stalin Regime: Outline for an inventory and classification". In *The Historiography of Genocide*, ed. Dan Stone, 400–419. London: Palgrave Mac-millan.
- Yekelchyyk, Serhii. 2004. *Stalin's Empire of Memory: Russian-Ukrainian Relations in the Soviet Historical Imagination*. Toronto: UTP.

- Yekelchik, Serhy. 2014. *Stalin's Citizens: Everyday Politics in the Wake of Total War*. Oxford: Oxford University Press.
- Zaslavsky, Victor and Robert J. Brym. 1978. "[The Functions of Elections in the USSR](#)". *Soviet Studies* 30(3): 362–371.
- Бондаренко, Константин. 2019. "[Феноменология 'ЗЕ'](#)".
- Верховна Рада України (ВРУ). 2019а. "[Проект Закону про внесення змін до статті 80 Конституції України \(щодо недоторканності народних депутатів України\)](#)".
- Верховна Рада України (ВРУ). 2019б. "[Проект Закону про особливу процедуру усунення Президента України з поста \(імпічмент\)](#)".
- Виноградская, Светлана, и Алексей Рогожин. 1974. *Всеукраинский Центральный Исполнительный Комитет Советов в первые годы советской власти (1917–1920 гг.)*. Киев: Научная мысль.
- Вовк, Олександр. 2016. "Українська історіографія Холодноярської повстанської організації". *Педагогічні науки: теорія, історія, інноваційні технології* 59(5): 92–102.
- Ермолаев, Андрей. 2020. "[Второй \(постсоветский\) трансформационный кризис](#)".
- Зубов, Андрей, и др. (ред.). 2016. *История России: XX век, т. 1*. Москва: Литрес.
- Ивкин, Владимир. 1999. *Государственная власть СССР: высшие органы власти и управления и их руководители, 1923–1991: историко-биографический справочник*. Москва: РОССПЭН.
- Кавунник, Валентин (упоряд.). 2018. *Архів Української Народної Республіки. Міністерство внутрішніх справ. Звіти департаментів державної партії та політичної інформації (1918–1922)*. Київ: УППС.
- Касьянов, Георгий. 2008. *Украина 1991–2007: очерки новейшей истории*. Киев: Наш час.
- Лисяк-Рудницький, Иван. 1994. *Історичні есе*. Київ: Основи.
- Ложкин, Борис, и Володимир Федорін. 2016. *Четверта Республіка: чому Європі потрібна Україна, и Україні-Європа*. Київ: Фоліо.
- Минаков, Михаил. 2020. *Диалектика современности в Восточной Европе*. Киев: Лаурус.
- Протасов, Лев. 1997. *Всероссийское Учредительное собрание: история рождения и гибели*. Москва: РОССПЭН.
- Солдатенко, Валерій. 1999. *Українська революція: концепція та історіографія (1918–1920 рр.)*. Київ: Просвіта.
- Український інститут національної пам'яті (УІНП). 2017. "[Звіт Українського інституту національної пам'яті 'Третій універсал – Перша республіка'](#)".
- Шаповал, Юрій (ред.). 1989. *Про минуле – заради майбутнього*. Київ: Наукова думка.

Open Access Publications - Bibliothèque de l'Université de Genève
Creative Commons Licence 4.0

